



CONJUGAL SLAVERY IN WAR

Partnership for the Study of Enslavement, Marriage and Masculinities



Réduction en esclavage, conflit et mariage forcé en Afrique : Méthodes de recherche, éthique de la recherche et l'économie politique de la production de connaissances wits2018@gmail.com

Université du Witwatersrand, Johannesburg, du 25 au 28 juin 2018.

Fort du succès d'une rencontre tenue à Kampala en mai 2017, l'Université du Witwatersrand invite les chercheur-e-s, activistes et intervenant-e-s en début de carrière à postuler pour participer à un atelier de quatre jours, qui se tiendra à Johannesburg du 25 au 28 juin. Cet événement donnera aux participant-e-s l'occasion de présenter leur travail, d'établir des relations avec d'autres qui travaillent dans des domaines connexes et de s'entretenir avec des chercheur-e-s et des intervenant-e-s ayant plus d'expérience.

L'événement se déroulera principalement en anglais avec traduction simultanée en français. Nous encourageons les activistes, universitaires, prestataires de services, journalistes, fonctionnaires et autres travaillant dans les domaines concernés, et tout particulièrement les chercheur-e-s (étudiant-e-s au doctorat ou diplômé-e-s depuis peu) et intervenant-e-s en début de carrière (moins de dix ans d'expérience dans les domaines concernés) à postuler. Vous trouverez ci-après de plus amples informations sur les thèmes à traiter, les procédures de postulation et l'organisation générale de l'atelier.

Réduction en esclavage, conflit et mariage forcé en Afrique

En avril 2012, le Tribunal pour la Sierra Leone a déclaré Charles Taylor, ancien président du Libéria, coupable de 11 chefs d'accusation de complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. L'un des crimes pour lesquels Taylor a été condamné était « l'esclavage conjugal », qui a été défini comme étant la « prétention de l'auteur à faire d'une victime particulière son "épouse" et l'exercice d'un contrôle sexuel exclusif sur elle, interdisant aux autres d'avoir des contacts sexuels avec la victime, ainsi que... les tâches ménagères » (430). Ce jugement a ensuite été associé à un phénomène récurrent de violence sexuelle dans un certain nombre de conflits récents en Afrique, notamment en Sierra Leone, au Libéria, au Rwanda, au Nigeria, en Ouganda et en République démocratique du Congo.

Dans tous ces pays, les ravisseurs ont invoqué le mot « mariage » pour structurer la maltraitance qu'ils infligent aux femmes et aux filles qu'ils ont enlevées. Bien que ces « mariages » commencent par une capture violente, certains ont perduré des années après la fin du conflit et peuvent être considérés comme légitimes par la famille et la société. Cela a par ailleurs soulevé d'autres questions au sujet de la relation entre les captives enlevées en temps de guerre, d'une part, et les pratiques en temps de paix et les généalogies historiques associées aux pratiques matrimoniales en Afrique en général, d'autre part. Il est donc essentiel d'examiner comment et pourquoi la réduction en esclavage, les conflits et/ou le mariage ont été étroitement liés dans les

sociétés africaines et comment ces thèmes ont été – et devraient être – étudiés du point de vue méthodologique et éthique.

Méthodes, éthique et production de connaissances

L'atelier traitera spécifiquement des différents moyens par lesquels les connaissances concernant la réduction en esclavage, les conflits et le mariage en Afrique subsaharienne ont été – et devraient être – recueillies et diffusées. Nous aimerions particulièrement recevoir des propositions portant sur l'un de nos thèmes centraux ou les deux, à savoir :

- i) méthodes de recherche et éthique de la recherche
- ii) l'économie politique de la production et de la diffusion de connaissances.

Dans le cas des méthodes et de l'éthique, ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont des exemples de la bonne application de méthodes de collecte d'information concernant la réduction en esclavage, les conflits et/ou le mariage dans toute l'Afrique subsaharienne. Par méthodes, on entend ici généralement, entre autres, les enquêtes par échantillonnage de grande taille, les ethnographies et les entretiens qualitatifs, la recherche d'archives et les histoires orales, et l'analyse de procédures et témoignages judiciaires. De même, par éthique, on entend ici généralement l'ensemble des stratégies et processus pouvant intervenir dans la collecte éthique et la représentation sensible d'expériences vécues de violence, de traumatisme, de vulnérabilité et de stigmatisation.

Dans le cas de l'économie politique des connaissances, ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont des exemples théoriquement et politiquement fondés illustrant comment différentes combinaisons de pouvoir/connaissances peuvent contribuer au financement et à la réalisation d'études sur ces sujets, et déterminer les fins et publics pour lesquels les connaissances sont produites. Parmi les points essentiels à traiter se trouvent les formes de collaboration entre les acteurs et institutions de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud et les effets de ces collaborations ; la façon dont les sources de financement, les langages techniques et l'exercice des compétences et de l'autorité peuvent finir par déterminer les types de recherches qui sont menées ; les différents publics associés à la production et à la consommation de connaissances ; et les tensions profondes entre la recherche universitaire, les politiques publiques et les services de consultants.

Comment postuler :

La date limite pour postuler est le **lundi, 19 février 2018**. Les dossiers complets devraient être envoyés par courriel à l'adresse suivante : wits2018@gmail.com Les demandes d'information supplémentaire concernant l'invitation à postuler peuvent aussi se faire par cette voie. Le dossier de postulation devrait contenir i) un résumé de 250 mots et un titre présentant le texte proposé, ii) un bref curriculum vitae de deux pages et iii) une lettre de présentation d'un maximum de deux pages résumant l'expérience et les compétences de la personne qui postule.

Une aide financière modeste sera offerte pour faciliter la participation de certaines personnes, visant prioritairement à aider les postulant-e-s de l'Afrique subsaharienne à couvrir leurs frais de déplacement. Il n'y aura pas d'autres frais d'inscription. Les participant-e-s à l'atelier devront normalement couvrir leurs frais de déplacement et d'hébergement.

L'atelier comportera à la fois des tables rondes et des séances plénières, ces dernières étant consacrées aux exposés de chercheur-e-s et d'intervenant-e-s invité-e-s ayant une vaste

expérience et connaissance des principaux enjeux. Les personnes sélectionnées devront élaborer et faire circuler d'avance un texte d'environ 2000 mots portant sur une ou plusieurs des questions clés de l'atelier et participer aux activités au cours de l'événement de quatre jours. Nous apprécierions particulièrement les contributions portant sur les difficultés méthodologiques, éthiques et politiques liées à la recherche et à la production de connaissances concernant ce qui suit :

- Expériences vécues de la violence en temps de guerre, aussi bien pendant qu'après un conflit, ayant trait à des questions de genre, de réduction en esclavage, de mariage et/ou de gouvernance.
- La relation entre les pratiques en temps de paix et les atrocités commises en temps de guerre, et la mesure dans laquelle le comportement en temps de guerre constitue soit une rupture soit une continuation du comportement en temps de paix.
- L'analyse comparée des modes de comportement et des expériences vécues par rapport à différentes périodes et à différents contextes.
- L'analyse des dimensions historiques et des conséquences contemporaines tant des systèmes esclavagistes traditionnels que des interventions contre l'esclavage en Afrique.
- Les dimensions et les effets des régimes juridiques et des conventions sociales régissant les modèles normatifs de réduction en esclavage, de conflit et/ou de mariage en Afrique. Différentes expressions du rapport entre masculinité, patriarcat et la construction sociale et juridique des rôles de genre. Les processus et conséquences associés aux efforts déployés pour traduire en justice et punir les coupables et apporter soutien et réparation aux survivant-e-s et aux communautés.
- Questions de discours et de représentation, et les façons dont différents types de témoignages et d'expériences peuvent être repris, transformés en marchandise ou représentés sensiblement.
- L'incidence des régimes de pouvoir/connaissance pour ce qui est de déterminer comment se déroule la recherche et par rapport à quels publics et à quelles fins.
- L'incidence des mécanismes de financement, des langages technocratiques et de l'exercice des compétences et de l'autorité pour ce qui est de déterminer comment et où se déroule la recherche et pour qui.
- Application et développement de perspectives théoriques issues des perspectives post-coloniales, théories de l'hémisphère sud et limites théoriques et idéologiques des modèles d'aide, de développement et d'intervention qui persistent et qui sont finalement fondés sur des perspectives, des présomptions et des expériences européennes.

Organisation :

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet [Esclavage conjugal en temps de guerre \(ECtG\)](#), qui vise à documenter des cas de mariage forcé dans des situations de conflits, situer ces informations dans un contexte historique et influencer sur les poursuites internationales pour crimes contre l'humanité ainsi que sur les programmes locaux de réparation pour les survivantes de la violence. Misant sur la participation d'organismes communautaires d'Afrique, le projet vise à renforcer la capacité des personnes et des organisations à prévenir et combattre la violence et ses conséquences, et à approfondir les connaissances sur l'utilisation de l'esclavage conjugal comme instrument de guerre, au moyen de recherches factuelles. Cette activité est l'une des différentes activités financées à même une Subvention de partenariat (2015-2020) du CRSH.

Our Partners

SOFEPADE
Solidarité Féminine pour la Paix
et le développement intégral



**BECAUSE
Tama
Girl**

PLAN
INTERNATIONAL



**THE HARRIET
TUBMAN INSTITUTE**
FOR WOMEN'S HISTORY AND CULTURE



**LIU INSTITUTE FOR
GLOBAL ISSUES**

YORK
UNIVERSITY



**UNIVERSITY OF THE
WITWATERSRAND
JOHANNESBURG**



**Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada**

**Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada**

Canada